

ARRÊTÉ N°2023-124

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU SOL CLOS OU NON  
DE LA VOIE PUBLIQUE OU PRIVÉE DE LA VILLE

Rue BENOIT MALON

Le Maire du Kremlin-Bicêtre,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2 et suivants concernant les pouvoirs de police du maire ;
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5 qui prévoit que la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de 1<sup>ère</sup> classe ;
- Vu la délibération du 18 décembre 2012, instituant un droit de voirie, à compter de janvier 2013, pour l'occupation temporaire du sol clos ou non, de la voie publique ou du domaine privatif de la ville, dans le cadre de travaux ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2022, portant revalorisation des taxes et tarifs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- Vu le règlement de voirie communautaire, de septembre 2010, de l'Etablissement Public Territorial Grand Orly seine Bièvre (ex CAVB), permettant de fixer des règles d'intervention technique sur le domaine public concernant l'aménagement et le raccordement à la voirie de la Commune.
- Vu la demande **en date du 1<sup>er</sup> mars 2023**, par laquelle **l'entreprise ECD**, sollicite une autorisation temporaire du sol clos ou non de la voie publique de 1 m<sup>2</sup> au droit du 2 rue BENOIT Malon, **du lundi 13 mars 2023 au lundi 13 mai 2024**, afin de déposer un bloc béton pour l'alimentation en électricité d'un chantier dans le cadre de la construction de logements collectifs au 35 rue JF Kennedy ;
- Vu l'avis du Gestionnaire de voirie ;
- Vu l'avis de Madame la Directrice des Services Techniques ;

ARRÊTE

**ARTICLE 1er** : L'autorisation d'occuper temporairement une surface close de l'espace public de **1 m2** est accordée conformément à la demande susvisée. Cette autorisation est donnée sous réserve que le pétitionnaire se conforme aux prescriptions particulières ci-après :

- a) Le bénéficiaire de l'autorisation respectera l'arrêté municipal 2016-553 qui interdit les travaux de chantier les samedis, dimanches et jours fériés.  
Il s'engage à respecter la charte chantier de la ville du Kremlin-Bicêtre, notamment en matière d'affichage, de balisage de l'emprise chantier, de propreté et de sécurité aux abords du chantier. Il sera responsable de tous les accidents ou dommages qui peuvent résulter des travaux organisés. Il sera tenu de prévenir ou faire cesser les troubles ou désordres qui pourraient être occasionnés par son fait et devra mettre en œuvre sans délai les mesures qu'il lui serait enjoint de prendre à cet effet dans l'intérêt du domaine public et de la circulation routière.
- b) La présente autorisation ne pourra être transférée à aucun autre bénéficiaire sans le consentement de l'administration communale.
- c) La présente autorisation pourra toujours être modifiée ou révoquée, si l'intérêt public l'exige, sans donner lieu à aucune indemnité.
- d) Le pétitionnaire s'engage à maintenir un cheminement piéton tout en appliquant une signalétique adaptée au chantier selon les prescriptions du règlement de voirie communautaire. Cette signalisation

doit être visible et entretenue durant toute la période de validité du présent arrêté et ce de jour comme de nuit.

- e) L'intervenant est chargé d'afficher le présent arrêté 48h avant son intervention en complément d'un panneau d'information indiquant le nom de l'entreprise, la nature et la durée des travaux ainsi qu'un numéro de téléphone d'astreinte.
- f) **L'entreprise ECD** a pour obligation de remettre à l'identique la chaussée selon les conditions dictées lors de la réunion de chantier par la commune et l'agglomération, et ce avant la fin du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Le permissionnaire est soumis à toutes les mesures relatives à la protection sanitaire en conformité avec les textes et règlements en vigueur. La mise en œuvre de ces mesures relève de sa responsabilité pleine et entière et tous manquements à ces obligations rend caduque le présent acte.

**ARTICLE 3 :** Pour l'utilisation du domaine public la société **ECD – 8 Rue des Rougeriots 77600 Chateloup en Brie**, devra s'acquitter des droits prévus dont le détail suit, qui lui seront réclamés par le Trésor Public, conformément à la formule suivante :

(Surface occupée) x (Prix du droit de voirie de l'année en cours) x (mois ou fraction de mois entamé)

**Soit : 1 m<sup>2</sup> x ((18.27 x 12)/365 x 428 jours) = 257.08 euros (Deux cent cinquante-sept euros-et-huit centimes).**

Ce montant est donné à titre indicatif, le montant final correspondra à la période réelle de l'occupation du domaine public.

**ARTICLE 4 :** Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

- Monsieur Le commissaire de Police
- Direction des Services Techniques
- Direction de la Police Municipale de Proximité
- Entreprise ECD – 8 Rue des Rougeriots 77600 Chateloup en Brie



Fait au Kremlin-Bicêtre, le 02 mars 2023

Pour le Maire Jean-Luc Laurent  
et par délégation,

L'Adjoint au Maire chargé des sports, de l'espace  
public et de la propreté

**Sidi CHIACK**